

Initiatives ministérielles

M. Milliken: Le député a raison; c'est effectivement une guerre contre la TPS.

Nous établirions donc un comité qui effectuera une étude et qui déterminera quel genre de taxe serait raisonnable, peut-être pas acceptable, mais au moins raisonnable pour les Canadiens. Il consultera les gouvernements provinciaux afin qu'ils aient aussi leur mot à dire sur l'application de cette taxe. Ce que nous ne voulons pas, c'est un gouvernement fédéral qui prend d'assaut le domaine fiscal et qui met les Canadiens en chômage et les entreprises en faillite. C'est ce que la politique du gouvernement actuel a donné comme résultat.

La TPS était un des principaux éléments de cette politique. Le ministre des Finances s'en vantait encore hier dans son discours. N'est-ce pas là une preuve suffisante? Évidemment, le député de Mississauga-Sud a été un loyal défenseur de la TPS. Je suis certain que ses électeurs l'en remercieront aux prochaines élections.

Le NPD dit: «Nous allons nous débarrasser de la TPS et faire payer les riches.» Comme disait M. Simpson: «Il y a de bonnes raisons d'accroître le taux d'imposition pour certaines tranches de revenu au Canada.» Je suis d'accord avec lui sur ce point, mais regardons un peu ce que Jeffrey Simpson disait dans son article publié dans le *Globe and Mail*. M. Simpson sait que j'aime le citer.

Voici ce qu'il a dit au sujet de l'analyse du plan quinquennal des socialistes par la firme Informetrica: «Le parti veut abolir l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Informetrica n'a pas pu évaluer les conséquences très néfastes de la politique commerciale du NPD. Elle n'a pas pu non plus évaluer la baisse presque certaine de la confiance des entreprises qui serait causée par des impôts plus élevés pour les sociétés et les particuliers, par une taxe remboursable de 2 p. 100 sur la formation et par l'abrogation des accords commerciaux. Enfin, on ne peut pas accorder beaucoup de crédibilité aux engagements financiers du NPD.» Le parti prévoit des réductions dans le secteur de la défense sans préciser où ni comment. Il prévoit de nouvelles dépenses au titre des services de garde d'enfants, de l'infrastructure ainsi que de la recherche et du développement, mais il nomme aussi d'autres secteurs où les dépenses pourraient être accrues, sans prévoir de réductions pour compenser.»

Les réponses ne sont donc pas toutes là. On parle de ce document comme si c'était un cadeau du ciel, mais je crois que le député de Mississauga-Sud et moi-même

sommes d'accord au moins sur un point, soit que ce document est plutôt faible.

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, je signale avant de commencer que je vais partager mon temps de parole avec mon collègue de Comox—Alberni. Ce sera donc une intervention de dix minutes, suivie d'une période de questions, je crois.

J'ai suivi le débat toute la matinée avec un vif intérêt parce que nous avons quelques orateurs très hauts en couleurs. Des deux côtés de la Chambre siègent des députés qui ont fait partie du gouvernement pendant de longues années. Il est très instructif de prêter attention à la substance de leurs interventions, qui n'est pas toujours absente, mais il est aussi intéressant et divertissant d'observer les jeux politiques.

J'aurais dû savoir comment la journée se passerait lorsque je suis arrivé. Vers 10 h 30, j'ai vu, là où siègent les conservateurs, une quarantaine d'élèves de l'école fréquentée par le fils du premier ministre. Ils voulaient savoir ce que nous allions faire aujourd'hui, quel projet nous étudierions et adopterions. C'était rafraîchissant de voir des élèves, de voir des enfants qui se comportent en enfants au lieu d'adultes qui se conduisent en enfants.

J'ai vraiment l'impression, lorsque nous nous lançons dans des débats comme ceux-ci, que nous entrons dans un monde étrange où le Parti conservateur a un programme—ce qui ne fait aucun doute dans le cas du projet de loi C-16—mais un programme que nous n'aimons pas. Le Nouveau Parti démocratique dit que ce n'est pas une solution de pénaliser les étudiants comme le projet le fait. Ce n'est pas une solution. Pour ce qui est des mesures sur les lobbyistes, nous ne croyons pas que ceux-ci soient encadrés ou contrôlés comme il le faudrait. C'est pourquoi nous étudions la question au comité.

Au moins, les conservateurs ont un programme contre lequel nous pouvons nous opposer, et nous avons nous aussi un programme que les libéraux et les conservateurs peuvent attaquer, ce que, bien entendu, ils ne manquent pas de faire. Je suis très fier du programme du NPD, car il comporte d'excellents éléments. J'en ai d'ailleurs donné un exemplaire au député du Parti libéral pour qu'il puisse s'en inspirer pour son intervention. Je n'ai pas encore vu de programme du Parti libéral. En préambule à ce que j'ai à dire au sujet du projet de loi C-76, j'espère que nous verrons quelque chose de substantiel, quelque chose de sérieux et de non contradictoire.

Une voix: Les libéraux vont jouer à cache-cache.